

→ 2-12 cl
T4 TFB
→ AVW

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales
40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 64 49 -

D.R.E.A.L.

Arrêté n° 2010-0874

**Arrêté de mise en demeure concernant le site de TRONVILLE EN BARROIS
exploité par la Société RHOVYL**

Le Préfet de la Meuse,

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, en particulier son article L. 514-1,

Vu l'arrêté préfectoral n° 92-1343 du 30 mars 1992, modifié par l'arrêté n° 2005-1722 du 22 juillet 2005, autorisant la Société RHOVYL à exploiter une usine de filature de fibres synthétiques sur le territoire de la commune de TRONVILLE EN BARROIS,

Vu le rapport du 19 février 2010 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),

Considérant que la Société RHOVYL à TRONVILLE EN BARROIS ne respecte pas les valeurs limites fixées à l'article 5-5 de l'arrêté du 30 mars 1992 susvisé pour ce qui concerne le paramètre PH et la concentration en DCO du rejet des eaux industrielles issues de l'atelier de teinture de l'usine A,

Considérant que les déchets de boues acides, provenant de l'ancienne production de fibres Incell en 2007, sont stockés, sans autorisation, depuis près de trois ans à l'intérieur de l'établissement alors que la Société RHOVYL est tenue d'assurer l'élimination de ces déchets dans des conditions propres à garantir la protection de l'environnement, cette obligation étant prévue à l'article L. 541-2 du code de l'environnement et reprise à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 1992 susvisé,

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non respect des dispositions précitées pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société RHOVYL est mise en demeure de respecter, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'ensemble des prescriptions fixées à l'article 5-5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 1992 susvisé pour ce qui

concerne les rejets des eaux industrielles de son établissement de TRONVILLE EN BARROIS.

Article 2 :

La Société RHOVYL est mise en demeure de faire éliminer la totalité des déchets de boues acides, soit 84 fûts de 200 litres et 5 fûts de 60 litres, actuellement stockés dans l'enceinte de son établissement de TRONVILLE EN BARROIS, **dans le délai maximal de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement, reprises à l'article 7 de l'arrêté du 30 mars 1992 susvisé.

Article 3 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Article 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5 place de la Carrière - case officielle n° 38 – 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

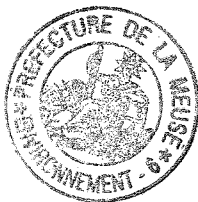
Article 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société RHOVYL et dont une copie sera adressée pour information au maire de TRONVILLE EN BARROIS.

BAR LE DUC, le - 6 MAI 2010

Pour copie conforme
Le chef de bureau délégué

Marie-José GAND



Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Laurent BUCHAILLAT